

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

28 JUIN 2011

Proposition de loi modifiant les articles 796 et 797 du Code judiciaire, en vue d'alléger la procédure relative à la rectification des jugements

(Déposée par Mme Christine Defraigne et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La procédure relative à la rectification des jugements est prévue aux articles 793 et suivants du Code judiciaire.

Il est prévu à l'article 793 que « le juge qui a rendu une décision obscure ou ambiguë peut l'interpréter, sans cependant étendre, restreindre ou modifier les droits qu'elle a consacrés ».

L'article suivant dispose que « le juge peut rectifier les erreurs matérielles ou de calcul qui seraient contenues dans une décision par lui rendue, sans cependant que puissent être étendus, restreints ou modifiés les droits qu'elle a consacrés ».

Les articles 796 et 797 du Code judiciaire disposent quant à eux que « les demandes d'interprétation ou de rectification sont introduites, en cas d'accord des parties, suivant les règles de la comparution volontaire, sinon dans la forme ordinaire des citations » et que « l'interprétation et la rectification ne peuvent être décidées d'office ».

Ainsi, à défaut d'accord des parties, il faut qu'une nouvelle citation intervienne et, dans les procédures introduites sur requête sans l'intervention d'un avocat, c'est le ministère public qui doit se charger d'introduire la procédure.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

28 JUNI 2011

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 796 en 797 van het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op het vereenvoudigen van de procedure betreffende de verbetering van de vonnissen

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne c.s.)

TOELICHTING

De procedure betreffende de verbetering van de vonnissen staat beschreven in de artikelen 793 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

In artikel 793 wordt het volgende bepaald: « De rechter die een onduidelijke of dubbelzinnige beslissing heeft gewezen, kan die uitleggen, zonder evenwel de daarin bevestigde rechten uit te breiden, te beperken of te wijzigen. »

Het volgende artikel bepaalt: « De rechter kan de verschrijvingen of misrekeningen die in een door hem gewezen beslissing voorkomen, verbeteren, zonder evenwel de daarin bevestigde rechten uit te breiden, te beperken of te wijzigen. »

De artikelen 796 en 797 van het Gerechtelijk Wetboek stellen dan weer: « De vorderingen tot uitlegging of verbetering worden, ingeval de partijen het eens zijn, ingeleid volgens de regels van de vrijwillige verschijning, of anders in de gewone vorm van dagvaardingen », en: « Uitlegging en verbetering kunnen niet ambtshalve geschieden ».

Indien er geen akkoord is van de partijen, is er dus een nieuwe dagvaarding nodig en in de procedures op verzoekschrift zonder optreden van een advocaat moet het openbaar ministerie zich gelasten met het inleiden van de procedure.

Ce formalisme trop lourd impose une perte aussi bien en temps qu'en énergie évidente.

De plus, c'est l'État qui supporte les frais découlant de cette procédure supplémentaire.

La Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil Supérieur de la Justice a été saisie d'une plainte relative à un retard apporté, tant par le greffe que par le parquet, dans le traitement d'une requête en rectification d'erreur matérielle contenue dans un jugement.

Dans cette affaire, le nom de l'enfant adopté avait été mal orthographié dans la décision, ce qui obligeait l'adoptant à solliciter du tribunal un jugement rectificatif avant de pouvoir le présenter à la transcription auprès de l'état civil.

La Commission a considéré cette plainte comme étant fondée et, au-delà de cette affaire, elle a été amenée à se pencher sur la lourdeur des procédures en rectification d'erreur matérielle.

Une recommandation relative à la rectification des jugements portant le numéro 2010/2 a été rendue en date du 20 mai 2010.

Dans celle-ci, la Commission estime que « le formalisme imposé par lesdits articles 796 et 797 du Code judiciaire implique des complications et dépenses inutiles par les parties » (1).

Ainsi, la Commission recommande qu'une modification soit envisagée afin de réduire les inconvénients liés à la procédure actuelle.

Elle préconise ainsi qu'une solution identique à l'article 1702bis, 2., du Code judiciaire ou à l'article 462 du Code de procédure civile français soit insérée dans le Code judiciaire et que le législateur abroge par la même occasion les actuels articles 796 et 797 du Code judiciaire.

La formule adoptée en matière arbitrale par l'article 1702bis, 2., du Code judiciaire est la suivante : « Le tribunal arbitral peut, de son propre chef, rectifier toute erreur visée à l'alinéa 1^{er}, a), dans les trente jours qui suivent la date de la sentence ».

L'article 462 du Code de procédure civile français dispose quant à lui que « les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande. Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties, ou par requête

(1) Voyez : Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil Supérieur de la Justice, recommandation n° 2010/2 du 20 mai 2010 relative à la rectification des jugements.

Een dergelijk zwaar formalisme leidt tot een aanzienlijk verlies van tijd en energie.

Bovendien draagt de Staat de kosten die voortvloeien uit deze bijkomende procedure.

De verenigde advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie ontving een klacht betreffende een vertraging, zowel door toedoen van de griffie als van het parket, in de behandeling van een verzoekschrift tot verbetering van een verschrijving in een vonnis.

De naam van een geadopteerd kind werd verkeerd gespeld in de beslissing, waardoor de adoptant genoodzaakt was de rechtbank een verbeterend vonnis te vragen met het oog op de overschrijving bij de burgerlijke stand.

De Commissie verklaarde de klacht gegrond en heeft zich, bij uitbreiding, gebogen over de logheid van de procedures tot verbetering van een verschrijving.

Er is op 20 mei 2010 een aanbeveling gepubliceerd betreffende de verbetering van de vonnissen, met nummer 2010/2.

De Commissie is hierin van mening dat « het formalisme opgelegd door de voornoemde artikelen 796 en 797 van het Gerechtelijk Wetboek complicaties en nutteloze uitgaven inhoudt voor de partijen » (1).

De Commissie beveelt dus een wijziging aan teneinde de nadelen verbonden aan de huidige procedure te beperken.

Zij is voorstander van de oplossing vervat in artikel 1702bis, 2., van het Gerechtelijk Wetboek of in artikel 462 van de Franse Code de procédure civile en wil die in het Gerechtelijk Wetboek invoegen. Tevens wil ze dat de wetgever de artikelen 796 en 797 van het Gerechtelijk Wetboek opheft.

De formule die door artikel 1702bis, 2., van het Gerechtelijk Wetboek op arbitragevlak wordt gebruikt luidt : « Het scheidsgerecht kan uit eigen beweging elke vergissing bedoeld in het eerste lid, a), verbeteren binnen dertig dagen na de datum van de uitspraak ».

Op dezelfde wijze bepaalt artikel 462 van de Franse Code de procédure civile het volgende : « les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande. Le juge est saisi par simple requête de l'une des parties,

(1) Zie Verenigde advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie, aanbeveling nr. 2010/2 van 20 mei 2010 betreffende de verbetering van de vonnissen.

commune; il peut aussi se saisir d'office. Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement. Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation ».

Une solution semblable avait déjà été préconisée précédemment, notamment par MM. Erdman et De Leval (1). Pour eux, « la matière de l'arbitrage (...) est (...) intéressante dans la mesure où l'article 1708 permet au tribunal arbitral de compléter sa sentence s'il a omis de statuer sur un ou plusieurs points du litige qui peuvent être dissociés des points sur lesquels il a statué ».

Ils poursuivent en invoquant que « *cette disposition efficace se comprend tout spécialement dans un contentieux qui évite l'usage excessif des voies de recours (...). De plus le principe d'économie de procédure doit retenir l'attention : l'ajout, d'un élément manquant à la décision, par son auteur peut se réaliser sans formalisme particulier dans de brefs délais et sans frais ce qui se justifie d'autant plus qu'il s'agit de réparer une omission du magistrat.* ».

Ils préconisent également que l'« *on pourrait utilement s'inspirer de l'article 463 C.P.C. français dont la première phrase énonce que : « La juridiction qui a omis de statuer sur un chef de demande peut également compléter son jugement sans porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs, sauf à rétablir, s'il y a lieu, le véritable exposé des prétentions respectives des parties et de leurs moyens » (2). De plus l'égalité entre les parties commande qu'en sens inverse, ainsi que le prévoit l'article 464 C.P.C. français, la même règle soit applicable « si le juge s'est prononcé sur des choses non demandées ou s'il a été accordé plus qu'il n'a été demandé » ».*

Pour ces auteurs, ces dispositions pourraient « utilement » compléter les articles 793 à 801 du Code judiciaire.

Pour eux, il est également « *intéressant de relever que l'article 1702bis, 2. du Code judiciaire (art. 10 L. 19 mai 1998) permet au tribunal arbitral de rectifier de son propre chef (ce qui évite des frais et du formalisme) toute erreur visée à l'alinéa premier a) de la même disposition* ».

(1) Voyez : Dialogues Justice, 2004, pp. 249 et 250.

(2) Suggestion reprise dans l'ouvrage *Dire le droit et être compris*, Association syndicale des magistrats, Creadif et Bruylant, 2003, p. 87.

ou par requête commune; il peut aussi se saisir d'office. Le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées. La décision rectificative est mentionnée sur la minute et sur les expéditions du jugement. Elle est notifiée comme le jugement. Si la décision rectifiée est passée en force de chose jugée, la décision rectificative ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation ».

Een soortgelijke oplossing werd trouwens reeds voorop gesteld door de heren Erdman et De Leval (1). Volgens hen is de arbitrage interessant « *omdat artikel 1708 het scheidsgerecht toelaat zijn uitspraak aan te vullen indien het nagelaten heeft om uitspraak te doen over één of meer geschilpunten die kunnen worden gescheiden van die waarover het wel uitspraak deed* ».

Zij voeren voorts het volgende aan: « *Deze doeltreffende bepaling is bijzonder duidelijk voor een rechtspraak die het overmatig gebruik van rechtsmiddelen vermijdt (...). Bovendien moet het beginsel van de besparing op het niveau van de rechtspleging de aandacht trekken: de toevoeging van een ontbrekend element aan de beslissing, door zijn auteur, kan gebeuren zonder bijzonder formalisme, binnen de kortste termijnen en zonder kosten, wat wordt verklaard door het feit dat het gaat om het herstel van een nalatigheid van de magistraat.* ».

Ook stellen zij dat men zich kan « *inspireren op artikel 463 Franse C.P.C. waarvan de eerste zin zegt: « Het rechtscollege dat nalaat uitspraak te doen over één van de punten van de vordering, kan zijn vonnis eveneens aanvullen zonder nadeel voor de kracht van gewijsde van de andere punten, onverminderd het herstel, indien nodig, van de juiste uiteenzetting van de respectieve vorderingen van de partijen en van hun 258 middelen » (2). Bovendien gebiedt de gelijkheid tussen de partijen dat diezelfde regel, in omgekeerde richting — zoals artikel 464 van het Franse C.P.C. bepaalt — van toepassing is « indien de rechter uitspraak deed over niet gevorderde zaken of indien hij meer toekende dan er werd gevraagd.* » ».

Volgens de auteurs zouden deze bepalingen de artikelen 793 tot 801 van het Gerechtelijk Wetboek « *op nuttige wijze* » kunnen aanvullen.

Zij vinden het ook « *interessant te wijzen op het feit dat artikel 1702 bis/2 van het Gerechtelijk Wetboek (art. 10 L. 19 mei 1998) het scheidsgerecht toelaat om elke fout bedoeld in lid 1 van dezelfde bepaling uit eigen beweging te verbeteren (wat kosten en formalisme vermijdt)* ».

(1) Zie: Justitiedialogen, 2004, blz. 257-258.

(2) Suggestie weerhouden in het werk: *Dire le droit et être compris*, Association syndicale des magistrats, Creadif et Bruylant, 2003, p. 87.

Ces auteurs préconisent dès lors de prévoir une procédure similaire à la matière de la rectification puisque, actuellement, « l'interprétation (ce qui ne peut être contesté) et la rectification ne peuvent être décidées d'office » (art. 797 du Code judiciaire).

C'est pourquoi, l'auteur de la présente proposition suggère de s'inspirer de la recommandation rendue par la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil Supérieur de la Justice ainsi que de l'opinion de MM. Erdman et De Leval, envisagés ci-dessus, pour alléger le formalisme, actuellement trop lourd, de la procédure en rectification des jugements.

Christine DEFRAIGNE.
Sabine de BETHUNE.
Hassan BOUSETTA.
Martine TAELEMAN.
Zakia KHATTABI.
Guy SWENNEN.
François DELPÉRÉE.

*
* *

Deze auteurs stellen dus voor om een procedure in te voeren zoals voor de verbetering, aangezien uitlegging en verbetering op dit moment niet ambtshalve kunnen geschieden (zie art. 797 van het Gerechtelijk Wetboek).

De indienst van dit voorstel wil dus dat men zich baseert op de aanbeveling van de Verenigde Advies-en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de justitie, alsook op de mening van de heren Erdman en De Leval, als hierboven beschreven, om het huidige, te zware formalisme van de procedure tot verbetering van de vonnissen te verlichten.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 796 du Code judiciaire, le membre de phrase commençant par les mots « , en cas » et finissant par les mots « des citations » est remplacé par le membre de phrase : « par simple requête de l'une des parties ou par requête commune. ».

Art. 3

Dans l'article 797 du même Code, les mots « ne peuvent être décidées » sont remplacés par les mots « peuvent se décider d'office ».

26 janvier 2011.

Christine DEFRAIGNE.
Sabine de BETHUNE.
Hassan BOUSETTA.
Martine Taelman.
Zakia KHATTABI.
Guy SWENNEN.
François DELPÉRÉE.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 796 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt: «De vorderingen tot uitlegging of verbetering worden ingeleid bij eenvoudig verzoekschrift van een der partijen of bij gemeenschappelijk verzoekschrift».

Art. 3

In artikel 797 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden «kunnen niet ambtshalve geschieden» vervangen door de woorden «kunnen ambtshalve geschieden».

26 januari 2011.